ADV. L. 7104/1.

Conseil d'...
- 1 -
... JUIN 1960
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 avril 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "approuvant le règlement du Comité de la Cote de la Bourse de Fonds publics de Bruxelles", a donné le 31 mai 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e april 1960 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot goedkeuring van het Reglement van het Noteringscomité bij de Openbare Fondsen- en Wisselbeurs te Brussel", heeft de 31e mei 1960 het volgend advies gegeven :

I. Le projet d'arrêté royal se fonde sur l'article 101 du livre Ier, titre V, du Code de commerce. Cet article donne directement au Roi le pouvoir de régler l'organisation et le fonctionnement du Comité de la cote. Il ne convient pas, dès lors, d'adopter la forme d'un arrêté royal d'approbation comme le fait le projet.

II. Le projet contient des dispositions qui déterminent la forme matérielle que doivent revêtir les actions et les obligations.

Le Roi puise dans les articles 44 et 89ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales le pouvoir de prendre ces mesures. Ces dispositions légales devraient être citées au préambule.

III. Le projet mêle aux dispositions de nature réglementaire, de nombreuses dispositions légales soit en les reproduisant plus ou moins fidèlement (articles 1er, 2, 4, 20 à 23), soit en leur donnant une interprétation extra-légale (article 27), soit en en modifiant les termes (articles 31, 32, 33 : le délai légal de quinzaine étant réduit à une huitaine).

Il est, en règle générale, contraire à une bonne technique législative d'énoncer dans un texte réglementaire des règles de droit qui figurent déjà dans une loi ou un arrêté-loi. Dans la meilleure des hypothèses, le texte est inutile et il peut créer une confusion quant à la source du droit.

.../...

Si la règle elle-même est controversée, si elle est mal interprétée, si le texte légal ou la jurisprudence qui la consacrent viennent à changer, la disposition réglementaire qui reproduit cette règle risque de se trouver privée de base légale.

A supposer que, pour éclairer ceux qui sont soumis au règlement, il soit souhaitable de grouper les textes légaux et réglementaires en vigueur, ainsi que d'expliquer leur portée à la lumière de la jurisprudence et des principes généraux du droit, il conviendrait de le faire par voie de commentaires ou instructions de nature administrative, n'ayant pas d'effet juridique.

IV. L'article 17 du projet donne au Comité de la cote le pouvoir de déroger à certaines dispositions du règlement. Ces dispositions contiennent, pour partie, la reproduction de règles légales auxquelles le Roi n'a pas été habilité à déroger. Aussi, le pouvoir accordé au Comité de la cote doit-il être restreint aux dispositions réglementaires.

V. En raison de l'accession du Congo à l'indépendan et des transformations que pourrait subir, dans ce pays, la législation régissant les sociétés commerciales, il s'indique d'éviter l'application aux sociétés de nationalité congolaise, des règles qui sont prévues pour les sociétés belges

.../..

VI. L'article 20, 7°, qui fixe le nombre maximum des coupons qui peuvent être attachés aux titres, fait double emploi avec l'article 30, § 1er, a, alinéa 3.

VII. Les articles 31 à 33 prévoient que certaines informations et communications doivent être données non seulement au Comité de la cote, mais aussi à la Commission de la Bourse. En tant que ces prescriptions visent la Commission, leur formulation appartient au règlement de celle-ci. On trouve d'ailleurs des dispositions dans ce sens aux articles 20 et 21 du règlement de la Commission.

VIII. En tenant compte de la base légale de l'arrêté en projet, l'obligation imposée aux sociétés, par les articles 31 à 33, de fournir des informations et de communiquer certains documents ne peut être absolue. Cette obligation n'existe qu'en raison du désir que peut avoir la société de voir ses titres continuer à figurer à la cote officielle. Le texte devrait faire apparaître le caractère relatif de l'obligation.

\+

\+ \+

Le projet appelle, en outre, des modifications de forme et certains remaniements du plan, qui ne nécessitent pas de commentaires et qui ressortent du texte ci-après proposé :

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT REGLEMENT DU COMITE DE LA COTE DE LA BOURSE DE FONDS PUBLICS ET DE CHANGE DE BRUXELLES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu le livre Ier, titre V, du Code de commerce, notamment l'article 101, modifié par l'arrêté du Régent n° 178 du 20 juin 1945, ainsi conçu :

"Article 101. Il est institué auprès de chacune des bourses de fonds publics et de change, un Comité de la cote, qui statue sur l'admission à la cote des fonds publics et des devises, ainsi que sur leur radiation de la cote, tant du marché à terme que du marché au comptant et, éventuellement, du marché en banque.

Ce Comité est composé de six membres effectifs au moins et de douze membres effectifs au plus, nommés par le Ministre des Finances, qui peut, en outre, nommer un ou plusieurs suppléants. La moitié des membres effectifs est choisie par le Ministre des Finances sur une liste double d'agents de change présentés par la Commission de la Bourse et ayant le droit de cote sans interruption depuis la création de la Bourse ou depuis dix ans au moins. La même règle s'applique pour la nomination éventuelle de la moitié des suppléants. Les mandats sont de six ans et prennent cours le 1er janvier.

.../...

Un tiers des membres du Comité sort tous les deux ans. Les deux premières sorties sont réglées par le sort.

Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui-ci.

Les membres sortants ne peuvent être appelés à nouveau à faire partie du Comité qu'après un intervalle de deux années.

Le commissaire du Gouvernement fait partie du Comité; il y a voix consultative.

Un arrêté royal règle l'organisation et le fonctionnement du Comité. Celui-ci doit statuer dans les trois mois sur les demandes d'admission à la cote";

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment les articles 44 et 89ter, modifiés par la loi du 10 novembre 1953;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

CHAPITRE Ier. - DU COMITE DE LA COTE.

Section 1ère. Du bureau.

Article 1er (article 5, alinéa 1er, du projet).

Au sein du Comité de la cote de la Bourse de Bruxelles, institué en vertu de l'article 101 du livre Ier, titre V, du Code de commerce, il est constitué, par voie d'élection, un bureau composé d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Tous les deux ans, dans la première quinzaine du mois de janvier, le Comité de la cote se réunit, sur convocation du commissaire du Gouvernement, aux fins de renouvellement de ce bureau.

Article 2 (article 5, alinéas 2 et 3, du projet).

En cas de décès ou de démission d'un membre du bureau, il est pourvu à son remplacement pour l'achèvement du mandat, lors de la plus prochaine séance du Comité.

En cas d'absence prolongée d'un membre du bureau, le Comité peut désigner un de ses membres pour exercer provisoirement les fonctions délaissées.

.../...

Section 2. Organisation du Comité de la cote.

Article 3 (article 7 du projet).

Le président représente le Comité en toutes circonstances. Il fait rapport au Comité sur ses activités.

Dans l'exercice de celles-ci, il peut se faire assister par un ou plusieurs membres.

En cas d'empêchement du président, un vice-président ou, à son défaut, un autre membre du bureau le remplace dans toutes ses fonctions.

Article 4 (article 2 du projet).

Les mandats de membre du Comité de la cote sont gratuits.

Article 5 (article 3 du projet).

Dans les quinze jours du décès ou de la démission d'un membre du Comité, le président en avise le Ministre des Finances,qui pourvoit à son remplacement.

Article 6 (article 8 du projet).

Lorsqu'un membre est dans l'impossibilité d'apporter son concours aux travaux du Comité, le président peut demander au Ministre des Finances la nomination d'un suppléant.

Toutefois, si le nombre des membres du Comité est réduit en dessous de six, le président a l'obligation de demander la nomination d'un nombre de suppléants permettant d'atteindre ce chiffre.

Le Ministre des Finances procède sans délai aux nominations demandées.

.../...

Section 3. Fonctionnement du Comité.

Article 7.-

... (article 6 du projet) ...

Article 8 (article 9 du projet).

Les demandes d'admission à la cote, de radiation, de suspension, de transfert de rubrique ou de régularisation adressées au Comité sont instruites par un membre rapporteur.

La désignation du rapporteur s'opère par voie de tirages au sort des dossiers entre les membres du Comité, en tenant compte de l'ordre alphabétique du nom de ceux-ci.

Article 9 (article 10 du projet).

Le rapporteur ainsi que les autres membres du Comité peuvent, à l'intervention du président, requérir de la personne qui a introduit la demande, communication de tous documents qu'ils estiment nécessaires à l'instruction de celle-ci.

Il en est notamment ainsi lorsque le rapporteur constate que le dossier produit à l'appui de la demande ne contient pas les documents prescrits par les dispositions du chapitre II du présent règlement.

Articles 10 à 13.-

... (articles 11 à 14 du projet)...

.../...

Article 14 (article 15 du projet).

Le Comité de la cote ne peut statuer sur une proposition de cotation au marché à terme que quinze jours francs après l'accomplissement des formalités prévues aux articles 12 et 13.

Article 15.-

... (article 16 du projet) ...

CHAPITRE II. - DE L'ADMISSION DES FONDS PUBLICS A LA COTE OFFICIELLE.

Section 1ère. Des titres qui peuvent être admis à la cote.

Article 16.-

... (article 19 du projet du Gouvernement, sous réserve de rédiger le 1° comme suit :

"1° les actions, parts ou obligations des sociétés de capitaux ayant leur siège social en Belgique, au Congo, au Ruanda-Urundi ou à l'étranger ",

et de remplacer au 2°, le mot "collectivités" par "organismes publics") ...

Article 17 (article 20 du projet).

Les actions, parts et obligations des sociétés de capitaux ayant leur principal établissement en Belgique peuvent être admises à la cote officielle, pour autant qu'il soit justifié :

.../...

1° du respect ou de l'accomplissement des prescriptions légales, à savoir :

a) que le fonds social, capital et réserves, de la société émettrice des titres dont l'admission est demandée, soit de dix millions de francs au moins, conformément à l'article 102 du livre 1er, titre V, du Code de commerce;

b) que cette société ait publié les bilans et les comptes de profits et pertes de deux exercices de douze mois au moins, conformément à l'article 102 du livre Ier, titre V, du Code de commerce;

c) que les formalités prescrites par les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 et par l'arrêté royal n° 185, du 9 juillet 1935, aient été accomplies;

d) que la valeur nominale des obligations ne soit pas inférieure à 1.000 francs, à moins qu'elle ne soit libellée en monnaie étrangère, conformément à l'article 89ter des lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

2° que les actions, parts ou obligations sont librement négociables;

3° si la demande d'admission porte sur des obligations, que les actions ou parts de la société émettrice figurent à la cote.

.../...

Article 18 (article 21 du projet).

Les actions, parts ou obligations des sociétés de capitaux ayant leur siège social au Congo ou à l'étranger pourront être admises à la cote officielle, pour autant qu'il soit justifié :

1° du respect ou de l'accomplissement des prescriptions légales, à savoir :

a) que le fonds social, capital et réserves de la société émettrice des titres, ait une valeur égale à dix millions de francs au moins;

b) que cette société ait publié les bilans et les comptes de profits et pertes de deux exercices de douze mois au moins;

c) que les formalités prescrites par les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, et par l'arrêté royal n° 185, du 9 juillet 1935, aient été accomplies;

2° que les bilans et comptes de profits et pertes visés au 1° ont été approuvés par les organes statutaires prévus par la législation sous l'empire de laquelle la société est constituée;

3° que les actes concernant la société émettrice sont réguliers;

4° que les actions, parts ou obligations sont librement négociables;

5° que les coupons des actions, parts ou obligations portent l'indication de l'exercice auquel ils se rapportent ou qu'ils sont numérotés;

.../...

6° si la demande d'admission porte sur des obligations, que les actions ou parts de la société émettrice figurent à la cote.

Article 19 (article 22 du projet).

Les certificats nominatifs, à ordre ou au porteur, créés en représentation ou en contrepartie d'actions, de parts ou d'obligations émanant de sociétés tierces, belges ou étrangères, ou de quotités de ces titres, peuvent être admis à la cote, pour autant qu'il soit justifié :

1° du respect ou de l'accomplissement des prescriptions légales, à savoir :

a) que le fonds social, capital et réserves, de la société en représentation ou en contrepartie des titres de laquelle des certificats sont créés, ait une valeur au moins égale à dix millions de francs;

b) que cette société ait publié les bilans et les comptes de profits et pertes de deux exercices de douze mois au moins;

c) que les formalités prescrites par les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 et par l'arrêté royal n° 185, du 9 juillet 1935, aient été accomplies par cette société;

2° que les certificats sont créés en représentation ou en contrepartie de titres d'une seule et même catégorie et mentionnent le nombre et la nature des titres qu'ils représentent ou dont il sont la contrepartie;

.../...

3° que la société belge, congolaise ou étrangère, qui crée les certificats, a fait les publications prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales;

4° que les coupons attachés aux certificats portent, outre le numéro du certificat, un numéro d'ordre.

Article 20 (article 22 du projet).

Les certificats créés en représentation ou en contrepartie d'obligations d'organismes publics belges ou étrangers ou de quotités de ces obligations, peuvent être admis à la cote, pour autant :

1° qu'ils soient créés en représentation ou en contrepartie d'obligations d'une seule et même catégorie et mentionnent le nombre et la nature des titres qu'ils représentent ou dont ils sont la contrepartie;

2° que les coupons attachés aux certificats portent, outre le numéro du certificat, un numéro d'ordre.

Article 21 (article 23 du projet).

Les certificats nominatifs, à ordre ou au porteur, créés en représentation d'une part de copropriété dans une masse indivise de valeurs mobilières, peuvent être admis à la cote, pour autant :

1° que la société qui gère la masse indivise représentée par les certificats dont la cotation est demandée justifie du respect par elle des dispositions légales et réglementaires belges ou étrangères auxquelles elle est assujettie, notamment de la publication de bilans et de comptes de profits et pertes de deux exercices de douze mois au moins;

.../...

2° que ces bilans et comptes aient été approuvés par les organes statutaires prévus par la législation sous l'empire de laquelle elle s'est constituée;

3° que les certificats des fonds communs de placement belges soient individualisés par un numéro et que les coupons portent, outre ce numéro, un numéro d'ordre.

Section 2. Des conditions de recevabilité de la demande d'admission à la cote.

A. Des conditions générales.

Article 22 (article 24 du projet).

Les demandes d'admission à la cote officielle des titres dont il est question à la première section du présent chapitre sont adressées en double exemplaire au Comité de la cote.

Les dossiers accompagnant ces demandes doivent contenir, également en double exemplaire, tous les documents prescrits par le présent règlement.

Articles 23 et 24.-

... (articles 25 et 26 du projet) ...

Article 25 (article 27 du projet).

La décision d'admission d'une valeur étrangère ne sort ses effets qu'après l'octroi par le Ministre des Finances de l'autorisation prévue à l'article 108 du livre Ier, titre V, du Code de commerce.

.../...

Article 26.-

... (article 28 du projet) ...

B. Des conditions particulières.

Article 27.-

... (article 29 du projet) ...

Section 3. De la présentation matérielle des titres.

Article 28.-

... (article 30 du projet, à l'exception du dernier alinéa du paragraphe 1er) ...

CHAPITRE III. - DES COMMUNICATIONS A FAIRE AU COMITE DE LA COTE.

Section 1ère. En ce qui concerne les actions, parts, obligations et certificats créés en représentation ou en contrepartie d'une seule catégorie de titres.

Article 29 (articles 31 et 32 du projet).

§ 1er. Pour assurer le maintien de leurs titres ou certificats à la cote officielle, les sociétés belges, congolaises ou étrangères qui ont émis ces titres ou certificats doivent, indépendamment des communications prévues par l'article 107 du livre Ier, titre V, du Code de commerce :

.../...

1° informer le Comité de la cote :

a) avant l'échéance, de tout détachement de coupons;

b) des coupons déclarés sans valeur;

c) annuellement, de l'état de la liquidation avec l'indication des causes qui ont empêché la liquidation d'être terminée, pour les sociétés en liquidation dont les titres sont cotés;

2° adresser au Comité de la cote :

a) annuellement, leurs rapports, bilans et comptes de profits et pertes;

b) au plus tard quinze jours après les tirages d'amortissement, une liste récapitulative, par ordre numérique, de tous les titres déjà sortis et non présentés au paiement en indiquant en regard de chaque numéro sorti l'année du tirage correspondant. Ces listes sont adressées au Comité de la cote en autant d'exemplaires qu'il y a d'agents de change ou d'agents de change correspondants inscrits à la Bourse.

§ 2. Les sociétés qui ont créé les certificats représentatifs d'actions, parts ou obligations doivent, en outre :

1° informer le Comité de la cote des modifications qui interviendraient dans les statuts ou dans la vie sociale des sociétés émettrices des actions, parts ou obligations;

.../...

2° adresser au Comité tous rapports, bilans et comptes des profits et pertes de ces sociétés;

3° informer annuellement le Comité de l'état de la liquidation avec l'indication des causes qui ont empêché la liquidation d'être terminée, pour les sociétés en liquidation dont les titres sont représentés par les certificats.

§ 3. Lorsque l'admission à la cote a été demandée par une personne autre que la société émettrice des titres, il appartient à cette personne de faire les communications prévues aux §§ 1er et 2.

Section 2. En ce qui concerne les certificats des fonds communs de placement.

Article 30 (article 33 du projet).

Pour assurer le maintien de leurs certificats à la cote officielle, les sociétés qui gèrent ou administrent un fonds commun de placement doivent, indépendamment des communications prévues par l'article 107 du livre Ier, titre V, du Code de commerce :

1° informer le Comité de la cote :

a) dans la huitaine, de toutes les modifications qu'elles apporteraient au règlement de gestion du fonds commun de placement qu'elles gèrent ou administrent;

b) avant l'échéance, de tout détachement de coupons;

.../...

2° adresser au Comité :

a, b, c, d ... (comme au projet) ...

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 31 (article 17 du projet).

Le Comité de la cote peut, s'il l'estime conforme à l'intérêt de l'épargne, déroger aux prescriptions réglementaires contenues dans les articles 8, 16 à 21, 24, 26, 2°, et 27.

Article 32 (article 34 du projet).

Le Comité prend à l'égard des titres ou certificats admis à la cote, toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour la sauvegarde de l'intérêt général.

A cet effet, il peut :

1° suspendre la cotation au comptant ou à terme ou procéder à la radiation de la cote officielle des titres ou des certificats émis par des sociétés qui, soit cesseraient de remplir les conditions fixées par le livre Ier, titres V et IX, du Code de commerce ou par le présent règlement, soit s'abstiendraient de se conformer aux recommandations du Comité, faites dans l'intérêt de l'épargne publique;

2° transférer les titres ou certificats cotés d'une rubrique à une autre;

3° transférer à la rubrique des "valeurs cotées temporairement" les titres d'une société dont la mise en liquidation a été décidée.

.../...

Le Comité de la cote examine toutes les réclamations qui lui sont transmises par la Commission de la Bourse de Bruxelles au sujet des valeurs figurant à la cote officielle.

Article 33 (article 18 du projet).

Toute modification au présent règlement est soumise à l'avis du Comité de la cote. Un délai d'un mois lui est imparti pour donner cet avis au Ministre des Finances.

Article 34.-

Le règlement du Comité de la cote de la Bourse de fonds publics de Bruxelles, approuvé par l'arrêté royal du 5 juillet 1935, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 1935 et par les arrêtés du Régent des 27 août 1945, 30 avril 1946, 17 juin 1946 et 18 janvier 1949, est abrogé.

Article 35.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

I. Het ontwerp van koninklijk besluit steunt op artikel 101 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel. Krachtens dit artikel kan de Koning rechtstreeks de inrichting en de werking van het Noteringscomité regelen. De vorm van koninklijk goedkeuringsbesluit is hier dus niet dienend.

II. Het ontwerp bevat bepalingen die de materiële vorm van aandelen en obligaties vaststellen.

De bevoegdheid tot het nemen van die maatregelen ontleent de Koning aan de artikelen 44 en 89ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Deze wetsbepalingen zouden in de aanhef moeten worden vermeld.

III. Het ontwerp bevat, naast verordeningsbepalingen, tal van wetsbepalingen welke het ofwel min of meer getrouw overneemt (artikelen 1, 2, 4, 20 tot 23), ofwel buiten de wet interpreteert (artikel 27), ofwel in hun bewoordingen wijzigt (artikelen 31, 32, 33 : de wettelijke termijn van vijftien dagen wordt tot acht dagen verminderd).

Over het algemeen is het geen goede wetgevingstechniek, in een verordenende tekst rechtsregelen op te nemen die reeds in een wet of besluitwet zijn neergelegd. In de beste veronderstelling is de tekst overbodig en kan hij verwarring stichten wat de rechtsbron betreft.

.../...

Wordt de regel zelf betwist, wordt hij slecht geïnterpreteerd, verandert de wettekst of de rechtspraak die hem bekrachtigen, dan loopt de verordeningsbepaling gevaar haar rechtsgrond te verliezen.

Gesteld dat het, ten behoeve van hen die onder het reglement vallen, wenselijk is de geldende wets- en verordeningsbepalingen te groeperen en hun strekking toe te lichten aan de hand van de rechtspraak en de algemene rechtsbeginselen, dan kan dit worden gedaan bij wijze van toelichtingen of onderrichtingen van administratieve aard zonder rechtsgevolgen.

IV. Krachtens artikel 17 van het ontwerp mag het Noteringscomité van sommige bepalingen van het reglement afwijken. Die bepalingen herhalen, voor een deel althans, wetsvoorschriften waarvan de Koning niet mag afwijken. De aan het Noteringscomité verleende bevoegdheid moet dan ook tot de verordeningsbepalingen worden beperkt.

V. Wegens het onafhankelijk worden van Congo en de wijzigingen welke de wetgeving op de handelsvennootschappen in dat land zou kunnen ondergaan, moet worden vermeden dat de voor de Belgische vennootschappen voorgeschreven regels op de vennootschappen van Congolese nationaliteit toepassing vinden.

VI. Artikel 20, 7°, dat bepaalt hoeveel coupons de effecten mogen bevatten, is overbodig aangezien hetzelfde wordt gezegd in artikel 30, § 1, a, derde lid.

.../...

VII. De artikelen 31 tot 33 bepalen dat sommige inlichtingen en mededelingen niet alleen aan het Noteringscomité maar ook aan de Beurscommissie moeten worden verstrekt. In zover die voorschriften op de Beurscommissie betrekking hebben, moeten zij in het reglement van die Commissie worden geformuleerd. De artikelen 20 en 21 van het reglement van de Commissie bevatten trouwens bepalinger in die zin.

VIII. Met inachtneming van de rechtsgrond van het ontwerp-besluit, kan de bij de artikelen 31 tot 33 aan de vennootschappen opgelegde verplichting om inlichtingen te verschaffen en bepaalde documenten mede te delen, geen absolute verplichting zijn. Die verplichting bestaat alleen voor het geval dat de vennootschap wenst dat haar effecten officieel genoteerd blijven. De tekst zou op het betrekkelijke van de verplichting moeten wijzen.

\+

\+ \+

Het ontwerp behoort bovendien wijzigingen te ondergaan wat de vorm en de inkleding betreft. Die wijzigingen behoeven echter geen commentaar en blijken voldoende uit de hierna voorgestelde tekst :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE REGLEMENT VAN HET NOTERINGS-COMITE BIJ DE OPENBARE FONDSEN- EN WISSELBEURS TE BRUSSEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel, inzonderheid op artikel 101, gewijzigd bij het besluit van de Regent nr 178 van 20 juni 1945, luidend als volgt :

"Artikel 101.- Bij elke openbare fondsen- en wisselbeurs, is een Comiteit der beursnotering ingesteld, dat over de inschrijving van de openbare fondsen en deviezen op de beursnotering, alsmede over hun schrapping van de beursnotering, zowel van de termijnmarkt als van de comptantmarkt en, eventueel, van de bankmarkt, beslist.

Dit Comiteit bestaat uit ten minste zes en ten hoogste twaalf werkende leden, benoemd door de Minister van Financiën die, bovendien, een of meer plaatsvervangende leden kan benoemen. De helft van de werkende leden wordt door de Minister van Financiën gekozen uit een dubbele lijst van wisselagenten voorgedragen door de Beurscommissie en die zonder onderbreking sedert de oprichting van de Beurs of sedert ten minste tien jaren recht van notering hebben. Dezelfde regel geldt voor de eventuele benoeming van de helft der plaatsvervangers. De mandaten duren zes jaar en gaan in op 1 januari.

.../...

Een derde van de leden van het Comiteit treedt om de twee jaar af. De eerste twee beurten worden bij loting geregeld.

Het lid dat ter vervanging van een ontslagnemend of overleden lid wordt aangesteld, doet het mandaat van dat lid uit.

De uittredende leden kunnen niet opnieuw geroepen worden om deel uit te maken van het Comiteit tenzij na een tussentijd van twee jaar.

De commissaris van de Regering maakt deel uit van het Comiteit ; hij heeft er raadgevende stem.

Bij koninklijk besluit wordt de inrichting en de werking van het Comiteit geregeld. Het Comiteit moet binnen de drie maanden over de verzoeken tot inschrijving op de beursnotering beslissen".

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op de artikelen 44 en 89ter, gewijzigd bij de wet van 10 novembe 1953;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

.../...

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- HET NOTERINGSCOMITE.

Afdeling 1.- Het bureau.

Artikel 1 (artikel 5, eerste lid, van het ontwerp).

Uit de leden van het Noteringscomité, bij de Beurs van Brussel ingesteld krachtens artikel 101 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel, wordt door verkiezing een bureau samengesteld, bestaande uit een voorzitter, een of meer ondervoorzitters, een secretaris en een penningmeester.

Om de twee jaar, in de eerste helft van de maand januari, vergadert het Comité, op uitnodiging van de commissaris van de Regering, om dit bureau te vernieuwen.

Artikel 2 (artikel 5, tweede en derde lid, van het ontwerp

Bij overlijden of ontslag van een lid van het bureau, wordt in zijn vervanging voorzien om het mandaat te voleinden, tijdens de eerstvolgende vergadering van het Comité.

Is een lid van het bureau geruime tijd afwezig, dan kan het Comité één van zijn leden aanwijzen om voorlopig de niet-waargenomen functie waar te nemen.

.../...

Afdeling 2.- Inrichting van het Noteringscomité.

Artikel 3 (artikel 7 van het ontwerp).

De voorzitter vertegenwoordigt het Comité onder alle omstandigheden. Hij brengt aan het Comité verslag uit over zijn werkzaamheden.

Hij kan zich in de uitoefening van zijn werkzaamheden door een of meer leden laten bijstaan.

Bij verhindering van de voorzitter wordt hij in al zijn functies vervangen door een ondervoorzitter, of, als deze er niet is, door een ander lid van het bureau.

Artikel 4 (artikel 2 van het ontwerp).

Het mandaat van lid van het Noteringscomité is onbezoldigd.

Artikel 5 (artikel 3 van het ontwerp).

Binnen vijftien dagen na het overlijden of het ontslag van een lid van het Comité, geeft de voorzitter hiervan kennis aan de Minister van Financiën, die in de vervanging voorziet.

Artikel 6 (artikel 8 van het ontwerp).

Is een lid in de onmogelijkheid aan de werkzaamheden van het Comité deel te nemen, dan kan de voorzitter de Minister van Financiën verzoeken een plaatsvervanger te benoemen.

.../...

Is het aantal leden van het Comité tot minder dan zes gedaald, dan moet de voorzitter om de benoeming van zoveel plaatsvervangers verzoeken als nodig zijn om dit aantal te bereiken.

De Minister van Financiën doet onverwijld de gevraagde benoemingen.

Afdeling 3. - Werking van het Comité.

Artikel 7 (artikel 6 van het ontwerp).

Het Comité vergadert zo dikwijls als de voorzitter nodig acht en ten minste eens per maand.

Behalve in spoedgevallen worden de leden van het Comité steeds schriftelijk opgeroepen, ten minste drie volle dagen vóór de vergadering.

Op schriftelijke aanvraag van ten minste vier leden moet het Comité binnen acht dagen bijeengeroepen worden. De aanvraag vermeldt de reden van de vergadering.

Artikel 8 (artikel 9 van het ontwerp).

De aan het Comité gerichte aanvragen om opneming in de notering, schrapping, schorsing, overdracht naar een andere rubriek of regularisatie, worden door een lid-verslaggever onderzocht.

De verslaggever wordt aangewezen bij verloting van de dossiers onder de leden van het Comité, met inachtneming van de alfabetische volgorde van hun namen.

.../...

Artikel 9 (artikel 10 van het ontwerp).

De verslaggever en de andere leden van het Comité kunnen,door bemiddeling van de voorzitter, van degene die de aanvraag heeft ingediend, inzage eisen van alle bescheiden die zij voor het onderzoek van de aanvraag nodig achten.

Dit is onder meer het geval wanneer de verslaggever vaststelt, dat het tot staving van de aanvraag neergelegde dossier niet alle bescheiden bevat, die voorgeschreven zijn door de bepalingen van hoofdstuk II van dit reglement.

Artikelen 10 tot 13.

... (artikelen 11 tot 14 van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 14 (artikel 15 van het ontwerp).

Eerst **vijftien** volle dagen na het vervullen van de formaliteiten voorgeschreven in de artikelen 12 en 13, kan het Noteringscomité uitspraak doen over een voorstel tot notering op de termijnmarkt.

Artikel 15 (artikel 16van het ontwerp).

Van de ontvangsten en uitgaven van het Noteringscomité wordt boekhouding gevoerd. Daarvan wordt aan de Regeringscommissaris ten minste eens per jaar of, op zijn verzoek, telkens als hij het nuttig acht, inzage verleend.

.../...

HOOFDSTUK II. - OPNEMING VAN OVERHEIDSFONDSEN IN DE OFFICIELE NOTERING.

Afdeling 1. - Effecten die in de notering kunnen worden opgenomen.

Artikel 16.

... (Artikel 19 van het Regeringsontwerp, behalve de tekst onder 1°, die als volgt moet worden gelezen ;

"1° de kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties van kapitaalvennootschappen waarvan de maatschappelijke zetel in België, in Congo, in Ruanda-Urundi of in het buitenland gevestigd is",

en mits onder 2° het woord "collectiviteiten" te vervangen door "openbare instellingen")...

Artikel 17 (artikel 20 van het ontwerp).

De kapitaalsaandelen, winstaandelen en obligaties van de kapitaalvennootschappen die hun hoofdzetel in België hebben, kunnen in de officiële notering worden opgenomen, voor zover bewezen is :

1° dat de wetsvoorschriften zijn nageleefd of vervuld, met name :

a) dat het maatschappelijk kapitaal, kapitaal en reserves, van de vennootschap die de effecten waarvan de opneming wordt gevraagd, uitgeeft, ten minste tien miljoen frank bedraagt, overeenkomstig artikel 102 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel;

.../...

b) dat deze vennootschap de balans en de winst- en verliesrekening van twee boekjaren van ten minste twaalf maanden heeft bekendgemaakt overeenkomstig artikel 102 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel;

c) dat de formaliteiten, voorgeschreven door de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, en door het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935, vervuld zijn;

d) dat de nominale waarde van de obligaties niet lager is dan 1.000 frank, tenware zij in een vreemde munt is uitgedrukt, overeenkomstig artikel 89ter van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen;

2° dat de kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties vrij kunnen worden verhandeld;

3° dat, indien de aanvraag om opneming op obligaties betrekking heeft, de kapitaalsaandelen of winstaandelen van de uitgevende vennootschap in de notering zijn opgenomen.

Artikel 18 (artikel 21 van het ontwerp).

De kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties van de kapitaalvennootschappen die hun maatschappelijke zetel in Congo of in het buitenland hebben, kunnen in de officiële notering worden opgenomen voor zover bewezen is :

.../...

1° dat de wetsvoorschriften zijn nageleefd of vervuld, met name :

a) dat het maatschappelijk kapitaal, kapitaal en reserves, van de vennootschap die de effecten uitgeeft, een waarde heeft van ten minste tien miljoen frank;

b) dat deze vennootschap de balans en de winst- en verliesrekening van twee boekjaren van ten minste twaalf maanden heeft bekendgemaakt;

c) dat de formaliteiten voorgeschreven door de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, en door het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935, vervuld zijn;

2° dat de onder 1° bedoelde balans en winst- en verliesrekeningen goedgekeurd zijn door de statutaire organen bedoeld in de wetgeving krachtens welke de vennootschap is opgericht;

3° dat de akten betreffende de uitgevende vennootschap regelmatig zijn;

4° dat de kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties vrij kunnen worden verhandeld;

5° dat de coupons van de kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties het dienstjaar vermelden waarop zij betrekking hebben, of genummerd zijn;

6° dat, indien de aanvraag om opneming op obligaties betrekking heeft, de kapitaalsaandelen of winstaandelen van de uitgevende vennootschap in de notering zijn opgenomen.

.../...

Artikel 19 (artikel 22 van het ontwerp).

Certificaten op naam, voor order of aan toonder, gecreëerd ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties, die uitgaan van Belgische of buitenlandse derde vennootschappen, of delen van die effecten, kunnen in de notering worden opgenomen voor zover bewezen is :

1° dat de wetsvoorschriften zijn nageleefd of vervuld, met name :

a) dat het maatschappelijk kapitaal, kapitaal en reserve van de vennootschap ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van wier effecten certificaten werden gecreëerd, een waarde heeft van ten minste tien miljoen frank;

b) dat deze vennootschap de balans en de winst- en verliesrekening van twee boekjaren van ten minste twaalf maanden heeft bekendgemaakt;

c) dat de formaliteiten. voorgeschreven door de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, en door het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935, door deze vennootschap vervuld zijn;

2° dat de certificaten gecreëerd zijn ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van effecten van éénzelfde categorie en het aantal en de aard vermelden van de effecten die zij vertegenwoordigen of waarvan zij de tegenwaarde zijn;

.../...

3° dat de Belgische, Congolese of buitenlandse vennootschap, die de certificaten creëert, de bekendmakingen, voorgeschreven bij de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, heeft gedaan;

4° dat de aan de certificaten gehechte coupons, benevens het nummer van het certificaat, een volgnummer hebben.

Artikel 20 (artikel 22 van het ontwerp).

De certificaten gecreëerd ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van obligaties van Belgische of buitenlandse openbare instellingen of delen van die obligaties kunnen in de notering worden opgenomen voor zover :

1° zij gecreëerd zijn ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van obligaties van éénzelfde categorie en het aantal en de aard vermelden van de effecten die zij vertegenwoordigen of waarvan zij de tegenwaarde zijn;

2° de aan de certificaten gehechte coupons, benevens het nummer van het certificaat, een volgnummer hebben.

Artikel 21 (artikel 23 van het ontwerp).

Certificaten op naam, voor order of aan toonder, gecreëerd ter vertegenwoordiging van een aandeel van medeëigendom in een onverdeelde massa van roerende waarden kunnen in de notering worden opgenomen voor zover :

1° de vennootschap, die de onverdeelde massa vertegenwoordigd door de certificaten waarvoor de notering gevraagd wordt, beheert, bewijst dat zij de Belgische of bui-

.../...

tenlandse wets- of verordeningsbepalingen, die op haar van toepassing zijn, naleeft, inzonderheid de bekendmaking van de balans en de winst- en verliesrekening van twee boekjaren van ten minste twaalf maanden;

2° die balansen en rekeningen goedgekeurd zijn door de statutaire organen bedoeld in de wetgeving krachtens welke zij is opgericht;

3° de certificaten van Belgische gemeenschappelijk beleggingsfondsen geïndividualiseerd worden door een nummer en de coupons, benevens dit nummer, een volgnummer hebben.

Afdeling 2. - Ontvankelijkheid van de aanvraag om opneming in de notering.

A. Algemene voorwaarden.

Artikel 22 (artikel 24 van het ontwerp).

De aanvragen om opneming in de officiële noterin van de effecten waarvan sprake in afdeling 1 van dit hoofdstuk , worden in duplo aan het Noteringscomité gezonden.

De dossiers die bij die aanvragen worden gevoegd, dienen alle door dit reglement voorgeschreven documenten eveneens in duplo te bevatten.

Artikelen 23 en 24.

... (artikelen 25 en 26 van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 25 (artikel 27 van het ontwerp).

De beslissing tot opneming van een buitenlandse waarde heeft eerst uitwerking nadat de Minister van Financiën de machtiging, bedoeld in artikel 108 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel, heeft verleend.

Artikel 26.

... (artikel 28 van het ontwerp) ...

B. Bijzondere voorwaarden.

Artikel 27.

... (artikel 29 van het ontwerp) ...

Afdeling 3. - Materiële vorm van de effecten.

Artikel 28.

... (artikel 30 van het ontwerp, behalve het laatste lid van paragraaf 1) ...

HOOFDSTUK III. - MEDEDELINGEN TE DOEN AAN HET NOTERINGS-COMITE.

Afdeling 1. - Terzake van kapitaalsaandelen, winstaandelen, obligaties en certificaten gecreëerd ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van een enkele categorie van effecten.

Artikel 29 (artikelen 31 en 32 van het ontwerp).

§ 1. Opdat hun effecten of certificaten officieel genoteerd blijven, moeten de Belgische, Congolese of bui-

.../...

tenlandse vennootschappen die deze effecten hebben uitgegeven, behalve de mededelingen bedoeld in artikel 107 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel :

1° aan het Noteringscomité kennis geven :

a) vóór de vervaldag, van ieder knippen van coupons;

b) van de waardeloos verklaarde coupons;

c) jaarlijks, van de staat der vereffening met opgave van de redenen die het beëindigen van de vereffening verhinderd hebben voor de vennootschappen in vereffening, waarvan de effecten genoteerd worden;

2° aan het Noteringscomité zenden :

a) jaarlijks, hun verslagen, balansen en winst- en verliesrekeningen;

b) ten laatste vijftien dagen na de aflossingstrekkingen een verzamelstaat van alle, volgens hun nummer gerangschikte, reeds uitgelote effecten die nog niet ter betaling aangeboden werden, met opgave, tegenover ieder uitgeloot nummer, van het jaar van de overeenkomstige uitloting. Deze lijsten worden aan het Noteringscomité gezonden in zoveel exemplaren als er wisselagenten of corresponderende wisselagenten bij de Beurs ingeschreven zijn.

§ 2. De vennootschappen die de certificaten welke kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties vertegenwoordigen, hebben gecreëerd, moeten bovendien :

1° aan het Noteringscomité kennis geven van de wijzigingen die mochten plaats vinden in de statuten of in het maatschappelijk bestaan van de vennootschappen die de kapitaalsaandelen, winstaandelen of obligaties hebben uitgegeven;

.../...

2° aan het Comité alle verslagen, balansen en winst- en verliesrekeningen van die vennootschappen zenden;

3° het Comité jaarlijks kennis geven van de staat der vereffening met opgave van de redenen die het beëindigen van de vereffening verhinderd hebben, voor de vennootschappen in vereffening wier effecten door de certificaten vertegenwoordigd zijn.

§ 3. Vraagt een andere persoon dan de uitgevende vennootschap om opneming in de notering, dan moet zij de in de paragrafen 1 en 2 voorgeschreven mededelingen doen.

Afdeling 2. - Terzake van de certificaten van gemeenschappelijke beleggingsfondsen.

Artikel 30 (artikel 33 van het ontwerp).

Opdat hun certificaten officieel genoteerd blijven, moeten de vennootschappen die een gemeenschappelijk beleggingsfonds besturen of beheren, behalve de mededelingen bedoeld in artikel 107 van boek I, titel V, van het Wetboek van koophandel :

1° aan het Noteringscomité kennis geven :

a) binnen acht dagen, van alle wijzigingen welke zij mochten aanbrengen in het reglement van beheer van het gemeenschappelijk beleggingsfonds dat zij besturen of beheren;

b) vóór de vervaldag, van ieder knippen van coupons;

2° aan het Comité zenden :

a, b, c, d ... (zoals in het ontwerp) ...

.../...

HOOFDSTUK IV. SLOTBEPALINGEN.

Artikel 31 (artikel 17 van het ontwerp).

Het Noteringscomité kan, indien het zulks in het belang van het spaarwezen acht, afwijken van de verordeningsbepalingen van de artikelen 8, 16 tot 21, 24, 26, 2°, en 27.

Artikel 32 (artikel 34 van het ontwerp).

Het Comité neemt ten aanzien van de in de notering opgenomen effecten of certificaten alle maatregelen welke het ter vrijwaring van het algemeen belang nodig acht.

Te dien einde kan het :

1° de notering op de contant- of op de termijnmarkt schorsen of van de notering afvoeren de effecten of certificaten uitgegeven door vennootschappen die ofwel niet langer de in boek I, titels V en IX, van het Wetboek van koophandel of bij dit reglement bepaalde voorwaarden vervullen, ofwel zich niet richten naar de aanbevelingen welke het Comité in het belang van het spaarwezen doet;

2° de effecten of certificaten die op een rubriek genoteerd worden, naar een andere overdragen;

3° de effecten van een vennootschap, tot de vereffening waarvan besloten werd, overdragen naar de rubriek der "tijdelijk genoteerde waarden".

.../...

Het Noteringscomité onderzoekt alle klachten die overgemaakt worden door de Beurscommissie van Brussel, betreffende de waarden van de officiële notering.

Artikel 33 (artikel 18 van het ontwerp).

Iedere wijziging van dit reglement wordt voor advies aan het Noteringscomité voorgelegd. Het Comité beschikt over een termijn van een maand om de Minister van Financiën van advies te dienen.

Artikel 34.

Het reglement van het Noteringscomité bij de Openbare Fondsen- en Wisselbeurs te Brussel, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1935, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 1935 en bij de besluiten van de Regent van 27 augustus 1945, 30 april 1946, 17 juni 1946 en 18 januari 1949, wordt opgeheven.

Artikel 35.

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.